



**GROUPE
DE RECHERCHE
ET D'INTERVENTION
RÉGIONALES**

**Identités et territoire:
trois réflexions**

**Bernard Arcand
Bruno Jean
Christine Tremblay**

**Michèle Gagnon
Juan-Luis Klein
Pierre-André Tremblay**

Décembre 1993



Université du Québec à Chicoutimi

IDENTITÉS ET TERRITOIRE: TROIS RÉFLEXIONS

Bernard Arcand

Michèle Gagnon

Bruno Jean

Juan-Luis Klein

Christine Tremblay

Pierre-André Tremblay

Note de recherche no 12

Groupe de Recherche et d'Intervention Régionales

Université du Québec à Chicoutimi

Décembre 1993

TRAITEMENT DE TEXTE Diane Thibeault

© Université du Québec à Chicoutimi
Dépôt légal - 4^{ème} trimestre 1993
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN: 2-920730-23-1

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Juan-Luis Klein et Pierre-André Tremblay.....	5
 Légèreté et lourdeurs du sentiment d'appartenance Bernard Arcand	 9
 Terre, territoire, territorialité: Identité et territoire chez les agriculteurs Bas-Laurentiens Bruno Jean.....	 13
 La perception journalistique de l'espace régional Michèle Gagnon, Christine Tremblay	 27

INTRODUCTION: LA QUESTION IDENTITAIRE

Juan-Luis Klein
Département de géographie
Université du Québec à Montréal
et
Pierre-André Tremblay
Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi

Négligées par les perspectives structuralistes pendant les années 70, les notions d'identité et d'appartenance reprennent depuis les années 80 une place importante dans la littérature en sciences sociales, en particulier chez les auteurs qui se préoccupent du développement. Il est largement établi maintenant que le rapport d'un groupe humain à son territoire, qu'il s'agisse d'une communauté locale, des résidents d'un quartier, des acteurs sociaux d'une région ou d'une agglomération urbaine, joue un rôle dans les dynamiques de développement. Il est ainsi possible de poser l'hypothèse que plus l'identification des citoyens à leur communauté est forte, plus le potentiel d'action collective de cette communauté pouvant générer des retombées communautaires est fort. C'est du moins la conclusion de multiples travaux sur les dynamismes locaux.

L'identité et l'appartenance territoriales ne constituent cependant pas des notions délimitées de façon univoque et précise. Les individus ont plusieurs identités et appartenances et ils s'en servent selon le cas. Ainsi, toute tendance à l'unanimité et à l'unicité dans le repérage et l'analyse des identités est à éviter. L'image de celui qui s'identifie par rapport à son quartier, à sa ville à son pays et à son continent, selon l'occasion, a été utilisée maintes fois pour illustrer le fait que l'identité repose sur des référents multiples et que leur utilisation est largement déterminée par des critères d'efficacité.

Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que les individus n'ont pas que des identités territoriales; ils ont aussi des identités sociales. Ces deux types d'identités ne sont pas toujours convergents, bien au contraire. L'identité par rapport à une strate sociale, un groupe socioprofessionnel, ou

une classe sociale transcende les limites géographiques et réunit des individus localisés dans des lieux divers et éloignés.

De plus, l'identité et sa reconnaissance se définissent au travers des relations, si bien que, dans une interrelation sociale, les individus sont amenés à assumer une identité spécifique selon l'identité attribuée à l'interlocuteur. Prenons le cas, rapporté par B. Poche, du professeur d'une université bretonne qui réalise une entrevue avec un pêcheur d'un village du littoral breton. Soucieux d'établir une bonne relation le professeur s'adresse au pêcheur en breton. Celui-ci s'empresse de lui répondre en français. Cette situation, selon Poche, peut être interprétée de trois façons. 1) Une première interprétation veut que le pêcheur ait voulu montrer à ce professeur de la ville que lui aussi connaissait le français, ce qui témoignerait d'une réaction d'humiliation. 2) La deuxième interprétation veut que le professeur ait utilisé une langue bretonne universitaire sans rapport avec le langage quotidien du pêcheur, si bien que celui-ci ne s'est pas senti interpellé. 3) La troisième interprétation, privilégiée par Poche, veut que la relation entre ces deux interlocuteurs ait défini une situation où les codes culturels appelaient l'utilisation du français, langue appropriée au rapport des citoyens de la localité avec l'extérieur, alors que le breton serait plutôt réservé aux rapports internes à la localité. Le professeur aurait dérogé à ce code et le pêcheur l'aurait remis à sa place.

Les trois interprétations s'insèrent dans autant d'expressions possibles de l'identité et des rapports identitaires. Elles montrent que les faits d'identité et d'appartenance sont complexes et multiformes ce qui oblige à agir avec prudence. Ces faits concernent la culture des peuples et des communautés et, donc, relèvent de l'histoire, forcément contradictoire, des groupes et acteurs qui la construisent. Chaque communauté englobe donc plusieurs identités et plusieurs appartenances. Néanmoins, certaines d'entre elles s'imposent aux autres par des mécanismes divers de type historique, géographique et institutionnel et sont reconnues comme communes à l'ensemble. Souvent mythiques, ces identités et appartenances partagées et unificatrices cimentent les communautés leur donnant des allures de cohérence et de spécificité. Reconnues comme communes elles peuvent agir aussi bien comme des facteurs de rassemblement et de mobilisation collective, si elles sont perçues de façon positive, que comme des facteurs de déstructuration et de dispersion, si leur perception est négative.

Les théories modernes du développement attribuent un rôle majeur aux facteurs identitaires. Ce sont ces facteurs qui amènent les différents acteurs sociaux à agir en fonction de leur communauté et à s'engager dans des projets de mise en valeur des ressources locales, à condition, comme le soutient Michel Bassand, qu'ils aient une perception positive de leur identité. Les identités peuvent agir comme des emblèmes ou des stigmates. Une communauté dont les membres ont une représentation positive de leur identité affronte ses problèmes de développement de façon différente d'une autre où règnent les représentations négatives.

C'est à cause de l'importance de ce qu'on pourrait appeler la "question identitaire" pour le développement régional, que nous avons tenu à diffuser trois textes présentés dans un séminaire sur le phénomène régional que nous avons assuré à l'Université du Québec à Chicoutimi à l'automne 1991. Le premier texte, signé par Bernard Arcand, professeur au département d'anthropologie de l'Université Laval, passe en revue les diverses identités possibles pour un groupe et établit une différence entre les identités dites "légères" et celles dites "profondes". Le deuxième texte, signé par Bruno Jean, professeur à l'Université du Québec à Rimouski, analyse la "prégnance du territoire dans la construction identitaire", en particulier chez les agriculteurs et observe l'existence d'une "dynamique circulaire" entre l'identité et le territoire. Et le troisième texte, signé par Michèle Gagnon et Christine Tremblay, est une tentative de repérage des identités en jeu dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, à travers une analyse de la perception journalistique de l'espace régional. Ce texte montre comment la presse régionale contribue à la construction des identités locales. La diffusion de ces trois textes permettra, nous l'espérons, de rappeler aux décideurs l'importance de tenir compte de ce type de facteurs dans toute démarche d'"accompagnement" ou d'encouragement du développement en milieu local et régional.

LÉGERETÉS ET LOURDEURS DU SENTIMENT D'APPARTENANCE

Bernard ARCAND
Département d'anthropologie
Université Laval

Permettez-moi d'ouvrir cette brève intervention en citant l'invitation qui me fut faite: "La notion d'identité est si délicate, si difficile à définir que s'interroger sur elle permet de soulever à peu près n'importe quoi qui nous intéresse". Voilà donc le but de ma visite: venir soulever ici n'importe quoi! La chose sera facile car le sujet s'y prête admirablement. On dirait en effet que les notions d'*identité* et d'*appartenance* sont à classer parmi ces sujets presque magiques sur lesquels on peut avancer les prétentions les plus diverses (souvent même les plus contradictoires) et néanmoins avoir toujours, en un certain sens et en quelque sorte, raison. On dirait presque que la notion d'identité et le sentiment d'appartenance témoignent jusqu'à l'infini de tout ce que l'on en a déjà dit et probablement aussi de tout ce qui nous reste à en dire.

On comprend donc que la plupart se découragent et concluent que le sujet est "délicat", "difficile" et remarquablement "complexe" et "confus". Derrière ces phénomènes sociaux et culturels apparemment concrets et palpables comme l'identité locale et le régionalisme, on sent combien les notions d'identité et d'appartenance demeurent vagues, mouvantes et souvent indéfinies. Or, cette confusion devrait pouvoir être dissipée. Car c'est justement de cela dont il s'agit: de l'importance de maintenir l'identité floue et confuse. Et l'essentiel vient peut-être de comprendre à quel point l'appartenance doit demeurer imprécise, prendre plusieurs sens, s'ajuster à tous les contextes, remplir diverses fonctions et occuper plusieurs niches, au point de créer elle-même ses propres contradictions.

Pour convaincre, il me suffira, j'espère, d'évoquer brièvement deux extrêmes fortement contrastés et que pourtant ne se contredisent qu'en apparence: l'identité légère et l'identité lourde, l'insignifiant et le fondamental, le fragile et le durable. Les deux formes sont tout-à-fait vraies et pertinentes, tandis que leur contraste définit justement l'ambiguïté flagrante de la notion.

D'abord, il y a l'identité légère. Celle qui ne veut plus rien dire parce qu'elle a toujours trop de sens. Celle qui veut prendre tous le sens et qui se déplace dans toutes les directions dans l'espoir d'ouvrir toutes les portes ou de permettre toutes les manipulations. Cette identité-là doit demeurer légère et n'est vraiment compréhensible qu'en termes de stratégie sociale.

Il faut dire et redire que l'être humain n'est jamais "uni-dimensionnel", ce qui le rendrait beaucoup trop uniforme, unidirectionnel, univoque. Au contraire, chacun d'entre nous profite constamment d'une multitude d'identités et d'appartenances qui sont à notre disposition comme les feuilles d'une bonne pâte ou les tiroirs d'un buffet. Ainsi, j'aurai à tout moment le droit et le privilège de me croire et de me dire québécois, francophone, nord-américain, membre du commonwealth britannique, occidental, et bien d'autres choses encore. Du coup, je me déclare solidaire de tous les hommes, de tous les droitiers, de tous les gens d'âge moyen, tous les professeurs d'université, et ainsi de suite. Du même coup, en plus, je me distingue des femmes, des plus jeunes et des plus vieux, des inquiétants sociologues, tout comme des profs de CEGEPS. C'est en somme l'ensemble de la vie sociale qui définit le jeu des appartenances et des identités en imposant comme base de toute communication le besoin de définir nos ressemblances et nos distinctions, c'est-à-dire de prendre conscience de ce qui nous unit et ce qui nous sépare. Nous communiquons aujourd'hui puisque nous "appartenons" par ailleurs tous au monde de l'éducation supérieure. Et dans d'autres contextes, nous découvrirons peut-être que certains parmi nous "appartenons" par ailleurs à la communauté des amateurs de moules ou des admirateurs de Céline Dion. Chacun dispose de quelques centaines de telles appartenances. Chacun de nous "appartient" à des coins de pays, à des façons de parler et à des cuisines régionales, mais aussi à un sexe, à un âge et à une multitude de causes auxquelles nous tenons et qui nous permettent de nous définir. Et nous insistons pour jouer de ces identités selon les circonstances atténuantes et les besoins du moment.

La notion d'appartenance devient donc alors l'outil de manoeuvres stratégiques qui aident l'individu à négocier sa vie en société, à faire son chemin ou tout simplement à survivre. Car si d'une part ces manoeuvres cherchent à ouvrir toutes les portes aux plus habiles, il ne faut pas oublier non plus que la manipulation des appartenances infinies permet aussi d'éviter le piège des définitions étroites et trop unidimensionnelles qui nous ont valu des classements aussi détestables que le racisme et le sexisme. Car l'identité (comme n'importe quelle autre définition) a toujours comme effet de réduire son sujet en précisant ses limites. Il s'agit donc d'un jeu

dangereux et puisqu'il demeure néanmoins essentiel (car on ne pourrait agir sans d'abord être quelqu'un), il est préférable de diluer sa menace en jouant le jeu dans tous les sens et sur tous les tableaux afin de conserver le droit au plus grand nombre possible d'appartenances et devenir acteur social aux mille costumes. Il faut donc plaindre les pauvres analystes qui chercheraient à trouver un sens et un contenu précis à cette identité qui doit, par définition comme par nécessité, demeurer toujours multiple, floue et le plus parfaitement possible ajustable aux circonstances toujours changeantes de la vie sociale. Les mêmes analystes auraient avantage (c'est-à-dire la partie plus facile) à décrire plutôt les efforts déployés par des groupes bien particuliers et facilement identifiables pour manipuler les gens par l'imposition d'identités particulières et ainsi les mettre dans des boîtes qui deviennent nécessairement contraignantes.

À l'autre extrême, on retrouve le contraste de l'identité profonde. Celle qui répond à un besoin apparemment tout aussi fondamental mais en même temps tout à fait contraire à la stratégie de l'ajustement ponctuel aux événements. D'autres diraient que l'on rencontre là l'appartenance comme réaction à l'insoutenable légèreté de l'être. Dans le sens que la condition humaine nous impose malheureusement une vie trop fragile et surtout éphémère et que l'être humain partout et de tout temps a voulu s'assurer des quelques rares moyens d'échapper à cette condition en s'accrochant à quelque chose de durable et de permanent. Quelque chose qui dure longtemps et qui permettra donc de dépasser l'insignifiance tellement évidente de l'individu parmi tant d'autres. Quelque chose d'immortel, ou en tout cas d'un peu moins mortel.

On perçoit alors facilement combien les identités et les appartenances multiples dont on vient de parler, même si elles peuvent toutes être stratégiquement utiles en société, ne sont jamais égales. On sent bien que certaines sont plus importantes et fondamentales et qu'il existe, en quelque sorte, une hiérarchie des appartenances.

Les meilleures identités disent bien sûr qui nous sommes, mais en ajoutant par surcroît qu'il en sera toujours ainsi. Elles nous promettent du solide et de l'immuable. Une appartenance que même la mort ne pourra venir troubler. Ce qui très souvent se trouve affirmé de l'une ou l'autre de deux grandes façons. Soit en misant sur la reproduction et sur la descendance, afin de se convaincre facilement qu'il y aura survie dans le temps parce qu'il y a permanence de la famille, du nom, du peuple ou de la nation, de la langue et de la culture. Avant moi, les ancêtres et après moi, la descendance. L'affirmation convaincante que la société existe au-delà de nous, ce qui

suffit à nous rassurer quant à notre importance dans un projet grandiose qui très largement nous dépasse. De là peut-être que l'on ne pouvait, dans plusieurs villages du Québec, accéder à l'appartenance locale que par le cimetière: comme s'il fallait d'abord répondre au critère de la permanence.

L'autre façon, plus dramatique parfois, consiste à carrément sortir des références courantes au genre humain pour aller chercher ses appuis dans la nature. S'identifier aux arbres, au fleuve et aux montagnes. Combattre la légèreté de l'être par la masse physique d'un territoire immédiat et palpable dont la lourdeur et la durabilité paraissent incontestables. En somme, chercher à se définir, comme dit le poète, en déclarant tout haut "Je suis de lacs et de rivières". En s'identifiant aux montagnes et aux rochers qui risquent moins de retourner bientôt en poussière.

Donc, à cet autre extrême, on touche tout le contraire de l'insignifiance. Il ne s'agit plus d'étiquettes superficielles et stratégiques, faciles et malléables. L'appartenance sert ici à établir qui nous sommes et quel est le sens de la vie. Ce qui est évidemment essentiel pour devenir fier de sa région, travailler à l'amélioration du pays ou même prendre bien soin de ses enfants, pour que tout cela nous importe, il faut nécessairement s'y reconnaître. Il faut se convaincre que nous appartenons à nos ancêtres comme à nos enfants et que la rivière comme la montagne sont fondamentalement indissociables de nous. Bref, affirmer que la vie est une et indivisible. Et finalement, que la notion d'identité, dans la vraie vie comme en mathématiques, demeure toujours traduisible par les notions de similitude et de ressemblance.

Entre ces deux formes extrêmes du même phénomène, reste l'expérience véritable de toutes ces questions d'appartenance régionale que vous connaissez sans doute bien mieux que moi. Là où s'affrontent les intérêts personnels comme ceux des groupes, les rapports de force et les luttes de pouvoir. Questions qui demeurent beaucoup plus complexes que ce qui vient d'être dit, surtout si j'ai raison de suggérer que toute forme d'identité et tout sentiment d'appartenance constituent, probablement dans chaque cas, un curieux et difficile mélange de ce que j'ai appelé ici la légèreté mouvante et la lourdeur fondamentale.

**TERRE, TERRITOIRE, TERRITORIALITÉ:
IDENTITÉ ET TERRITOIRE CHEZ LES AGRICULTEURS BAS-LAURENTIENS**

**Bruno JEAN
GRIDEQ
Université du Québec à Rimouski**

Un des faits marquants de l'évolution contemporaine est sans doute ce curieux phénomène de retour à la question territoriale dans la dynamique socio-politique. Si pendant longtemps, l'appartenance au territoire définissait jusqu'à la physionomie singulière des populations, on s'est habitué, sous l'impulsion des sciences sociales, à considérer que l'identité individuelle, et même collective, se pétrissait davantage dans des rapports sociaux a-spatialisés, dans des rôles professionnels et des appartenances qui se définissent par la place occupée dans l'univers du travail, de la production. Mais on redécouvre aujourd'hui la prégnance du territoire dans la construction identitaire. Nous sommes invités à réfléchir à cette question territoriale au moment où nous avons la possibilité d'étudier le fonctionnement d'un groupe particulier d'acteurs, les agriculteurs, et la forme sociale originale dans laquelle s'inscrit leur activité, l'exploitation agricole familiale. Aussi, nous nous sommes senti autorisé à proposer quelques éléments de réflexion, d'une première réflexion à haute voix, sur la dynamique qui va de l'occupation du territoire à la territorialité comme réalité sociale, sorte de réalité incontournable, pour déboucher justement sur une analyse, encore incomplète, sommaire, provisoire, des pratiques territoriales des agriculteurs, notamment des agriculteurs bas-laurentiens, récemment enquêtés dans le cadre de deux recherches actuellement en cours.

Il s'agit donc ici d'une bien modeste contribution au débat, soit cet examen de certains aspects des pratiques de la territorialité d'un groupe social, les agriculteurs, dont le travail quotidien nous met toutefois au coeur du sujet dans la mesure où il s'inscrit dans un rapport à la terre, donc au territoire. On sait par ailleurs que les identités régionales d'aujourd'hui se sont forgées dans l'histoire; mais cette histoire fut celle des sociétés rurales où dominait l'activité agricole, elle-même subordonnée à un cadre social dominé par la religion catholique. Les représentations

symboliques du territoire encore vivantes aujourd'hui, celles qui laissent des traces dans le marquage territorial et le langage, puisent dans cet héritage historique.

Après un premier point, présentant plutôt notre entendement de la question de la territorialité, nous aborderons notre analyse, qui se présente davantage comme une série de remarques sur divers indices de deux enquêtes en cours. Une première enquête s'inscrit dans le contexte d'une vaste étude internationale sur le fonctionnement de l'exploitation agricole familiale¹, et la seconde découle de la volonté des fédérations de l'UPA du Bas Saint-Laurent, de la Côte-du-Sud et du Saguenay—Lac-Saint-Jean de comprendre la dynamique de l'intégration sociale et culturelle des agriculteurs dans de tels milieux ruraux aujourd'hui². Dans ce cas, cela nous a entraîné dans la réalisation d'une enquête plus réduite, en terme de variables observées, mais auprès de plus de la moitié des agriculteurs des régions concernées. Ces remarques concerneront les deux versants de cette dynamique territoriale en regard de la formation des identités. Dans un premier temps, nous commenterons ce processus de *l'identité du territoire* qui se forme dans le rapport à la terre s'inscrivant dans la longue durée, l'historicité comme dirait le sociologue Alain Touraine. Et dans un second temps, c'est le *territoire de l'identité* qui sera analysé en illustrant comment la référence au territoire local comme facteur structurant de l'identité de ces agriculteurs semble apparaître comme centrale dans l'expression de leurs identités et de leur appartenance. Rappelons encore ici le caractère très sommaire de ces observations qui puisent d'ailleurs à plusieurs tableaux statistiques générés par ce type d'enquête et que nous n'avons pas cru bon de présenter pour alourdir un texte qui veut davantage construire des hypothèses que démontrer des thèses.

1. Il s'agit d'un projet de recherche intitulé "Analyse comparative internationale des exploitations agricoles familiales" et qui bénéficie du soutien financier du CRSH et du CRDI (Centre de recherche en développement international).

2. Il s'agit donc d'une commandite de ces fédérations de l'UPA qui souhaitent de cette manière mieux identifier la situation de ses membres dans la cadre de la préparation des États généraux monde rural qui se sont tenus en février 1991 sous l'égide de la Confédération de l'UPA. L'élaboration et la passation d'un questionnaire auprès de tous les membres ont été faites en étroite collaboration avec l'UPA et l'UQAR a versé une subvention dans le cadre du FIR pour soutenir la saisie et le traitement informatique des données. C'est notre collègue Oleg Stanek qui a assuré la direction de cette recherche.

Entre l'idéal et le matériel: quelques commentaires sur la territorialité comme réalité sociale

Une des particularités des sciences humaines est celle de travailler sur des phénomènes dont la définition, et donc la réalité elle-même, est problématique. La notion de région appartient à cette catégorie de phénomènes qui intéressent les sciences sociales même si sa définition n'est pas aussi évidente. On le sait, il s'agit d'un concept à géométrie variable. Il peut tout autant désigner l'espace restreint d'une région naturelle définie par les limites d'un bassin versant qu'un plus vaste territoire administratif ou qu'un ensemble de pays se particularisant à l'échelle de notre planète. Et entre le concept de région naturelle de Vidal de la Blanche et celui de région comme espace vécu d'Armand Frémont, il n'y a guère de choses en commun.

Si nous nous reportons au contexte québécois, la notion de région s'entend le plus souvent comme ces entités socio-spatiales qui font sens pour leurs habitants comme pour le reste de la société. Ces régions se sont forgées dans l'histoire, qui est ici le plus souvent l'histoire du peuplement étant donné la jeunesse de notre société. Par exemple, tout le monde reconnaît qu'il existe des portions de l'espace québécois qui s'appellent la Gaspésie, la Beauce, le Saguenay, etc., même s'il est plus facile d'identifier le centre de ces régions que leurs frontières. Où commence le Bas-Saint-Laurent et où finit-il? Voilà une question épineuse. Sur l'axe nord-sud, rien de plus facile avec une frontière naturelle, l'estuaire, et une frontière politique, soit la frontière avec l'État américain du Maine et la province du Nouveau-Brunswick. Sur l'axe est-ouest, la frontière est plutôt variable selon les perceptions de chacun, ce qui a sérieusement embêté l'IQRC avec son grand projet d'histoire régionale. Aussi, le groupe de recherche auquel j'appartiens a fait de l'étude de ces processus complexes de formation des identités régionales un thème important des recherches qu'il entend poursuivre.

Dans notre esprit, le concept de région connote davantage une dimension symbolique et une réalité discursive. Certes, il existe parfois des spécificités écologiques, ou une forme de matérialité inscrite dans des dispositifs administratifs ou juridiques, mais la plupart du temps, il n'y a guère de caractéristiques morphologiques propres à une région qui pourraient lui servir d'assises plus visibles, plus manifestes. L'identité régionale repose alors sur une conscience collective partagée par les diverses couches d'acteurs sociaux. Elle s'exprime dans des modes

particuliers d'agir et de penser, donc dans une culture régionale. Celle-ci n'est pas sans influencer les comportements sociaux et les pratiques économiques.

Les faits sociaux qui intéressent les sciences sociales se constituent donc à la fois dans l'ordre matériel et dans l'ordre symbolique, l'idéal et le matériel comme le disait justement Maurice Godelier dans un ouvrage paru il y quelques temps. Dans le cas du fait social du régionalisme, la dimension symbolique est sans contredit plus importante que sa dimension matérielle. La région est d'abord un fait du discours, un fait de langage. Comme fait de langage, on peut retracer son mode de construction à partir de la sémantique. En France, on parle souvent de l'étymologie commune entre *pays*, *paysan*, *paysage*; là, le mot pays désigne, selon le cas, le pays au sens juridique, la nation en fait, et la petite région. On parle du pays de Caux en Normandie, des pays de la Loire, du pays bigoudin en Bretagne, etc... Le pays, c'est la petite région d'appartenance, un espace socio-économique vécu et qui a du sens pour ses habitants.

On peut refaire la même observation sur l'origine étymologique commune des notions de *terre*, *territoire*, *territorialité*. La notion de territorialité est relativement nouvelle et, pensons-nous, très pertinente dans l'étude de la question régionale. En effet, dans la production de leurs conditions d'existence, comme le disait Marx en son temps, les êtres humains ne produisent pas seulement des biens et des services, mais ils produisent aussi des signes, du sens, des significations. On peut aussi soutenir qu'ils produisent un espace qui est chargé de sens à leurs yeux; ils produisent un territoire. C'est de cette production d'un territoire plein de sens, chargé de significations, que veut rendre compte le concept de territorialité qui ne peut donc s'appliquer qu'à un territoire travaillé par l'être humain, habité.

Car si, pour les collectivités humaines, la conscience ne se déterminait que par la production des biens et services, comment alors expliquer cet attachement au territoire habité, lequel peut aller très loin: on acceptera consciemment une situation personnelle plus difficile (chômage, sous-emploi, bas niveau de consommation, etc...) plutôt que de migrer dans un autre territoire offrant des avantages. Ces phénomènes de résistance à la mobilité, lesquels sont postulés comme inexistants ou irrationnels dans l'économie néo-classique (les modèles postulent la parfaite mobilité des facteurs de production en fonction des avantages comparatifs, des perspectives de profits ou de revenus), sont la manifestation concrète de l'importance du rapport au territoire, de la territorialité dans la condition humaine. Il est donc probable que, dans la

construction même de sa propre identité individuelle, le rapport au territoire joue un rôle fondamental. D'ailleurs quand des gens se rencontrent pour la première fois, que disent-ils pour s'identifier? Leurs références spatiales le plus souvent (je suis de Rimouski, du Bas-Saint-Laurent, du Québec) plutôt que leurs références professionnelles (je suis un professeur à l'université une telle...)

L'actualité de ces dernières années nous montre aussi comment la question des territoires, en fait des questions concernant leur identification, leurs usages, est devenue pratiquement au centre de la vie socio-politique. Les conflits les plus violents sont la plupart du temps des conflits concernant des territoires, que ce soit au Moyen-Orient ou, plus près de nous, à Oka et sur la rive sud de Montréal. Le cas des revendications des Mohawks l'illustre davantage. Leur requête de reconnaissance comme nation est d'abord une revendication territoriale basée sur des supposés droits historiques sur une portion relativement vaste de territoire s'étendant de Montréal à l'État de New-York. Tout se passe comme si on revenait à une vieille idée qui prétend que le maintien des collectivités culturelles passe par la possession d'un territoire identifié comme celui de la collectivité en question. Les Palestiniens revendiquent les territoires occupés... leur territoire. En Europe de l'Est et dans l'ex Union soviétique, on assiste à un formidable remontée des mouvements nationalitaires qui revendiquent cette souveraineté territoriale. Et l'administration française est en train de consacrer dans différents textes juridiques, la notion de "collectivité territoriale".

Ces quelques observations montrent bien comment la notion de territoire est centrale dans l'expérience humaine, tant individuelle, comme facteur de construction de l'identité personnelle, que collective, comme facteur de construction et de reconnaissance des groupes sociaux se définissant des appartenances, qu'elles soient locales, régionales ou nationales.

L'identité du territoire: quelques remarques sur le "rapport à la terre" chez les agriculteurs

La question du rapport à la terre chez les agriculteurs est d'autant plus intéressante à étudier que selon divers théoriciens de l'économie agricole contemporaine, la terre serait devenue un facteur de production parmi d'autres plus stratégiques, comme le capital (la capitalisation dans la machinerie, la technologie, le troupeau, les bâtiments de la ferme). Dans l'agriculture moderne,

la servitude de la terre serait devenue secondaire. Malgré ces points de vue, il reste que la localisation de la terre par rapport au marché, et ses qualités agro-écologiques intrinsèques, déterminent encore passablement le dynamisme des agriculteurs ou de l'agriculture d'une région donnée. Par ailleurs, la terre resterait une donnée stratégique dans la mesure où elle n'est pas extensible comme la population. Les variations du régime démographique, le plus souvent la croissance, posent souvent des épineux problèmes pour préserver la terre, ou l'acquérir pour faire face au croît démographique. Cela se traduit prosaïquement pour chaque agriculteur dans des stratégies qu'il doit mettre en oeuvre pour installer ses enfants (selon les possibilités de morcellement du patrimoine foncier, de son extension, ou de migration vers des terres neuves).

Nous sommes associé depuis quelques années à une ambitieuse recherche comparative internationale sur les exploitations agricoles familiales avec des collègues de France, de Pologne, de Tunisie et du Brésil. Il s'agit de comprendre comment les fermes familiales se sont adaptées aux changements des conjonctures économiques, politiques et culturelles. Dans la mesure où l'exploitation agricole familiale reste un modèle dominant d'organisation de la production agricole dans tous ces pays qui présentent des cas de figure fort différents, nous avons entrepris d'étudier les ressorts de cette forme de production qui semble manifester une grande capacité d'adaptation à des conjonctures différentes. Pour ce faire, nous avons réalisé un questionnaire administré à 13 échantillons d'agriculteurs correspondant à autant de terrains de recherche dans ces pays. Le questionnaire, identique sur tous les terrains, tente de mesurer à la fois la dynamique de l'organisation productive et les représentations des agriculteurs. Au Canada, il a été administré dans la région du Bas-Saint-Laurent et dans une municipalité rurale de la Saskatchewan auprès d'une centaine d'agriculteurs. Nous avons constitué une banque de données internationale avec l'ensemble des résultats des autres terrains de recherche, soit 624 cas pour plusieurs centaines de variables, ce qui permet de mettre en relation les pratiques et les représentations des agriculteurs du Québec et de la Saskatchewan avec celles des échantillons de leurs homologues dans les autres pays participant à l'enquête.

La question du rapport à la terre est évidemment une question qui intéresse largement cette équipe de recherche internationale, et notamment les chercheurs européens, dans la mesure où l'agriculteur modernisé d'aujourd'hui est issu d'une paysannerie européenne dont un des traits marquants a été la lutte incessante, au fil des générations, pour accéder, contrôler, agrandir la terre. Et même dans l'agriculture moderne, les stratégies d'élargissement du patrimoine foncier

seraient toujours bien présentes mais moins pour des raisons de sécurité familiale, de patrimoine, que pour de strictes raisons de rentabilité économique, celle-ci étant devenue le moteur de la production agricole moderne.

Une question abordait directement cet aspect du désir de terre en demandant si le répondant accepterait de déménager ailleurs pour y trouver une terre plus grande. Les résultats sont ici tout à fait intéressants dans la mesure où le groupe des producteurs agricoles québécois du Bas-Saint-Laurent se démarque de tous les autres de par le monde, si on peut dire (sachant que notre échantillon international n'est en rien statistiquement représentatif des fermes familiales du monde entier). En effet, c'est le seul terrain de recherche où ses agriculteurs disent de façon fortement majoritaire qu'ils ne sont pas intéressés à déménager pour prendre une terre plus grande ailleurs.

Comment interpréter un tel résultat? Les agriculteurs québécois contemporains seraient-ils davantage que leurs collègues d'Europe ou les paysans brésiliens, attachés à leur espace, leur communauté locale, leur région, au point qu'ils n'envisagent pas d'améliorer leur sort par la migration sur une ferme meilleure? L'interprétation doit ici prendre en compte la situation socio-historique propre à ces agriculteurs québécois, situation qui les démarque sensiblement de tous les autres.

Il est certain, la question de l'accès à la terre n'a jamais été un problème comme ce fut le cas en Europe et comme c'est toujours le cas avec les paysans du Brésil. Suite à une formidable évolution qui en a éliminé le plus grand nombre, les agriculteurs qui ont participé à cette enquête sont ceux qui restent aujourd'hui, et pour eux le problème de la terre n'est pas du tout un problème d'accès, un problème de quantité, mais peut-être parfois un problème de qualité (d'où leur volonté systématique non pas d'acheter de la terre mais d'améliorer leur fond de terre). Par ailleurs, on peut supposer qu'avec la sélection des agriculteurs s'est aussi opérée une sélection des meilleures terres disponibles et que les agriculteurs québécois d'aujourd'hui, même ceux du Bas-Saint-Laurent, estiment avoir pu constituer un patrimoine foncier relativement intéressant pour y déployer une agriculture conforme à leur modèle d'agriculture familiale fortement productive et marchande.

Par contre, si la réponse des agriculteurs québécois peut s'expliquer en partie par cette histoire relativement singulière, elle n'épuise pas l'interprétation et il faut faire intervenir ici la question de l'attachement au terroir, à la terre, *sa* terre, et plus largement à sa communauté, son coin de pays, toutes choses qui entourent le concept de territorialité. Aussi, on peut soutenir que dans une catégorie sociale comme celle des agriculteurs québécois contemporains, qui maintenant n'ont pas besoin de mobilité pour améliorer leur patrimoine foncier (et dans notre histoire, la mobilité a existé mais seulement sous l'aiguillon de la nécessité lorsque les meilleures terres du corridor laurentien étaient occupées, ce qui a entraîné la colonisation des terres neuves, souvent handicapées du point de vue des potentialités Agro-écologiques des régions périphériques) la territorialité est une valeur importante qui conditionne des comportements et les représentations. Comme il n'y a pas vraiment le même problème structurel ou conjoncturel d'accès à la terre pour ce groupe d'agriculteurs que dans le cas des agriculteurs de certains autres terrains de recherche, la perspective de migrer pour se voir offrir une terre quand même meilleure ou plus grande (cette hypothèse gardant quand même un sens ici malgré ce qu'on vient de dire de l'expérience historique québécoise), il faut s'en remettre à l'effet de la territorialité dans les pratiques, les comportements et les représentations de ces agriculteurs.

Cette territorialité se nourrit certainement d'une certaine historicité, d'une permanence dans le temps de la longue durée inter-générationnelle. Or, le sous-groupe des agriculteurs bas-laurentiens de cette enquête internationale se démarque aussi par leurs origines terriennes et locales. La quasi-totalité des agriculteurs enquêtés déclarent avoir un père agriculteur, et une très forte majorité est née dans la municipalité où ils pratiquent l'agriculture aujourd'hui (93%). De plus, 91% des répondants déclarent que leur famille est originaire de l'endroit. Cette génération contemporaine d'agriculteurs se caractérise par la stabilité... et non la mobilité, dont on apprend, par les travaux de Gérard Bouchard, qu'elle a été très importante dans les sociétés rurales du XIX^e siècle, comme ce fut le cas au Saguenay. Souvent né sur la terre qu'il cultive aujourd'hui, issu d'une famille qui, depuis des générations, habite la même "paroisse", l'agriculteur se situe ainsi dans un type de rapport à la terre basé sur des valeurs patrimoniales, sur la permanence dans le temps, sur une connaissance intime des lieux, toutes choses qui définissent une territorialité qui trouve ainsi un terrain solide pour se manifester, et induire des visions du monde et des pratiques.

Le territoire de l'identité: de quelques représentations et pratiques du local chez les agriculteurs

Ce rapport au territoire se concrétise dans les sentiments identitaires, dans la construction de l'identité individuelle comme collective. Nous voudrions illustrer ici sommairement comment le territoire de l'identité, pour une catégorie sociale comme les agriculteurs, c'est d'abord le niveau local, celui de la collectivité locale, de la municipalité, de la paroisse. Ainsi, malgré une trentaine d'années d'une politique, et peut-être davantage d'une idéologie, volontariste de construction d'une conscience régionale, si l'étroit "esprit de clocher" apparaît appartenir à une époque révolue, plusieurs indices nous portent à penser que ce niveau local garde un sens profond dans l'image de soi des agriculteurs.

Encore ici, une autre variable de notre questionnaire nous apporte des résultats intéressants sur le sentiment identitaire de notre sous-groupe d'agriculteurs québécois du Bas-Saint-Laurent. Il s'agissait pour les répondants de choisir le niveau spatial de référence qu'ils préféreraient utiliser pour s'identifier; la question était fermée et leur proposait le référent local, régional ou national. Des treize terrains de recherche des cinq pays de l'enquête, seulement trois groupes ont choisi majoritairement le niveau local; les agriculteurs du Bas-Saint-Laurent, le groupe de la région des Causses dans le sud de la France et un groupe dans le sud de la Pologne. La référence nationale n'est unanime que dans un seul cas, soit la Tunisie avec deux échantillons d'agriculteurs dans deux zones agro-écologiques différentes. Dans ce cas, nos collègues de la Tunisie le pensent aussi, ce jeune pays africain, où la construction nationale est encore à se faire suite à l'Indépendance, les idéologies globales mettent l'emphasis sur les sentiments nationalistes et une pareille question, dans ce contexte, est une question biaisée au sens où la réponse est induite. Pour bien paraître aux yeux d'un enquêteur venu de la capitale et appartenant à une institution nationale (un institut de recherche agronomique), le répondant se devait de manifester son adhésion à l'identité tunisienne.

Cette question comporte aussi un autre biais que l'on découvre toujours après coup, au moment de l'analyse qui, dans un premier temps, doit tenter de découvrir le sens des questions pour ceux qui ont accepté d'y répondre. Je dirais que l'affirmation de notre identité territoriale dépend du contexte où on se trouve, et à qui s'adresse cette affirmation identitaire; par exemple,

si je suis à Chicoutimi, je dirai que je suis Rimouskois, si je suis à Montréal, je dirai peut-être que je suis du Bas-Saint-Laurent, et si je suis à Paris, je dirai que je suis Québécois.

Mais on peut soutenir, et d'autres variables de cette étude le montrent, que les agriculteurs du Bas-Saint-Laurent ont une conscience plutôt aiguë du local comme environnement structurant de leur existence. Même s'ils participent à des réseaux plus larges par leurs activités professionnelles et économiques, la référence locale semble rester centrale dans leur vécu. On a vu plus haut que celle-ci puise déjà dans une longue histoire familiale d'enracinement dans un milieu. Mais l'implication de ce groupe dans la vie locale est impressionnante. Nous avons d'ailleurs tenté, dans l'autre étude en collaboration avec l'UPA, de mieux saisir le phénomène d'intégration sociale des agriculteurs; nous en parlerons un peu plus loin.

Cette conscience locale se manifeste de différentes manières. On constate d'abord que les agriculteurs, à plus de 90%, votent aux élections municipales; quand on connaît par ailleurs les taux élevés d'abstention aux élections locales au Québec, nul doute que les agriculteurs se démarquent sensiblement des autres catégories sociales sous ce rapport. Cela ne veut pas dire que la politique municipale les passionne, la moitié des agriculteurs déclarant dans l'enquête de l'UPA ne jamais assister aux réunions du Conseil municipal.

Dans cette dernière enquête, on a remarqué une proportion relativement élevée d'agriculteurs dans la fonction de maire et d'échevins des corporations municipales. L'intérêt pour une telle fonction est aussi lié au concept de territorialité, c'est un indice pouvant mesurer certaines dimensions de ce phénomène. Cette intense participation à la vie politique et au pouvoir local est par ailleurs étonnante sur un autre plan, celui des organismes régionaux parapublics de gestion socio-économique, comme dans le domaine de la santé et des affaires sociales avec des conseils d'administration laissant place à des "usagers", où ils sont nettement sous-représentés.

En sociologie rurale, une première interprétation du phénomène consistait à dire que les agriculteurs s'accrochent au pouvoir municipal par peur de voir d'autres couches sociales locales s'en emparer et entraîner la municipalité dans la mise en place de divers services correspondant à leurs besoins qui se traduiraient par une substantielle augmentation des taxes. Cette interprétation est fréquente en France mais je pense qu'elle ne s'applique pas totalement au Québec où le pouvoir local est moins significatif dans les faits et dans la symbolique. Ici, on

voit souvent des maires ruraux se faire élire sur le fait qu'ils annoncent qu'ils n'ont pas de programme, qu'ils ne vont rien faire... Sous-entendu, ils ne vont pas perturber l'ordre de choses existant et se limiter à une intervention minimale pour ne pas créer de pression sur les finances publiques locales.

L'hypothèse d'une volonté de contrôle de l'institution municipale tient mal lorsque l'on regarde de plus près les résultats. Mon collègue Oleg Stanek constate en effet que ces maires agriculteurs de notre échantillon bas-laurentien ne sont pas les agriculteurs les plus dynamiques et ne sont pas maires dans les paroisses les plus prospères. Il y a plutôt une nette tendance à voir un maire agriculteur dans les petites municipalités marginales ou en déclin où ce maire a une ferme plutôt marginale. Cela invalide la thèse soutenue plus haut et conforte, par ailleurs, une interprétation plus proche de la thèse de la prise de conscience de la territorialité... Dans ce cas-ci, ce serait une territorialité menacée qui engagerait la mobilisation de ces agriculteurs. Car la perception des menaces sur l'avenir de la communauté est probablement à l'origine de la prise de conscience de l'importance de la territorialité chez les individus.

Par ailleurs, la participation des agriculteurs aux activités locales, comme les fêtes et des autres événements du genre, est importante. Dans l'enquête internationale, la palme revient aux agriculteurs de la Saskatchewan; cela n'est pas surprenant dans un contexte où les agriculteurs représentent une proportion très large de la population locale elle-même, la structure économique des villages ruraux de cette province étant essentiellement agricole. Les agriculteurs québécois arrivent dans les premiers rangs sous ce rapport; ici, on peut aussi penser que la situation démographique, et sa perception locale, induit des comportements de solidarité. On se dit qu'étant donnée la petite taille de la population, si une activité sociale quelconque est proposée, il faut y participer sinon elle ne pourra avoir lieu ou se reproduire. Cela est aussi vrai du phénomène associatif; dans les villages ruraux les plus étriés démographiquement, on peut observer des ratios d'associations volontaires d'un ordre de quatre à cinq fois supérieur à celui observé dans les villes moyennes. Une question similaire a été posée dans le cas de l'enquête avec l'UPA. Les résultats pour les agriculteurs de la Fédération de l'UPA du Saguenay—Lac-Saint-Jean sont congruents avec cette analyse, la participation aux fêtes locales semblant varier assez fidèlement avec la taille des villages et leur éloignement; ainsi, les agriculteurs des environs de Chicoutimi ont les réponses positives les plus faibles et ceux du Lac-Saint-Jean semblent avoir des niveaux de participation plus élevés que ceux du

Saguenay. Une question sur l'implication effective des agriculteurs de ces régions dans l'organisation des loisirs montre des résultats similaires; une implication plus forte semble se manifester dans les municipalités en déclin économique et démographique.

Ces recherches ont aussi montré que ces agriculteurs du Bas-Saint-Laurent ont une perception largement positive de leur milieu comme milieu de vie. Cela se reflète bien dans les perspectives qu'ils entrevoient pour leurs descendants. Contrairement à une époque pas si lointaine, ils préfèrent largement que leurs enfants, tant garçons que filles, puissent vivre à la campagne. Dans d'autres pays de l'enquête où les agriculteurs ne voient pas l'avenir avec optimisme, ils souhaitent voir leurs enfants prendre le chemin de la ville où ils pensent qu'un meilleur destin les attend. Cette valorisation du milieu rural comme milieu de vie passe aussi par une valorisation de l'agriculture comme métier; ces agriculteurs de notre échantillon, on peut soutenir que ce sont ceux qui restent après une sévère sélection sous l'impulsion de la modernisation du secteur. Malgré des inquiétudes, ils considèrent que leur situation est plutôt bonne, se démarquant en cela de leurs collègues des autres pays, et cela les amène à voir favorablement l'avenir pour leur progéniture dans le monde rural lui-même. Dans ce milieu, ils pensent aussi que les agriculteurs constituent le groupe le plus influent dans l'animation de la vie locale, bien qu'ils considèrent qu'ils doivent la partager avec les partis politiques qui, par le jeu des allégeances politiques et de partisanerie, exercent aussi une influence sur la dynamique de la vie locale.

Cette satisfaction des agriculteurs face à la vie locale est certainement aussi en rapport avec leur lecture de la structure sociale de ces milieux. Contrairement à la perception des agriculteurs d'autres pays, ils sont plus nombreux à penser que les agriculteurs sont plutôt égaux entre eux et non divisés en groupes divergents. De plus, ils ont de la difficulté à identifier des conflits qui auraient perturbé sensiblement la vie de leur collectivité ces derniers temps, à part les tensions résultant de la partisanerie politique. Par ailleurs, une autre série d'indicateurs nous montre que ces agriculteurs ont une image fortement positive de leur milieu social où on peut compter sur l'aide des voisins en cas de difficulté, où il est facile de s'organiser pour réaliser ensemble des projets, où existe un bon niveau de tolérance. Aussi, à plus de 90%, on pense qu'il est facile de se faire de bons amis dans un tel milieu où on pense, par ailleurs, que les gens ont plutôt un comportement individualiste ("ici, les gens ne s'intéressent qu'à leurs propres affaires"). Contradiction? Non, quand on connaît la culture rurale québécoise où l'esprit communautaire,

d'entraide, a toujours fait bon ménage avec une valorisation égale de l'individualisme, de la réussite individuelle. D'ailleurs, ces agriculteurs pensent que leur avenir dépend d'abord d'eux-mêmes, et non des politiques agricoles ou de l'environnement économique. En cela, ils se démarquent des agriculteurs français, plus enclins à penser que leur sort résulte de la politique agricole, ou de ceux de la Saskatchewan qui se voient volontiers comme fortement dépendants de la conjoncture du marché mondial des céréales.

En guise de conclusion

Ces quelques observations, issues de travaux en cours, nous conduisent à identifier ce qu'on pourrait appeler la dynamique circulaire entre l'identité et le territoire. L'identité, qu'elle soit individuelle ou collective, se fonde sur une lecture et une pratique du territoire, mais une lecture et une pratique spatiale qui s'imprègnent largement d'un héritage historique qui laisse nombre de traces dans le marquage territorial et la toponymie. À son tour, le territoire ne prend forme et sens que dans la pratique sociale, la territorialité; si *l'espace* existe en soi avec sa morphologie, le *territoire* n'existerait que dans un rapport social. Son mode d'existence, sa géométrie en quelque sorte, serait fortement variable en fonction du groupe social qui en parle. Pour les agriculteurs, l'identité du territoire, de leur territoire, se structure à différents niveaux, le niveau mondial n'étant pas absent de leur univers de référence, comme en témoignent leurs préoccupations pour les règles internationales d'échanges des denrées agricoles qui se jouent au sein d'un organisme comme le GATT, mais leur territoire d'identité, c'est la collectivité locale, comme cadre structurant de l'existence et de sa propre identité. Évidemment, l'agriculteur est attaché à la terre par son travail, et s'y attache peut-être davantage par ses représentations, la valeur patrimoniale de ce facteur de production n'ayant pas nécessairement volé en éclats avec l'agriculture marchande. Son attachement à la localité, conséquence quasi-fatale de sa situation, trouve ainsi un écho dans des idéologies globales qui, dans d'autres entités socio-spatiales, font du local le lieu le plus favorable à la gestion de la société et à l'épanouissement de l'individu.

LA PERCEPTION JOURNALISTIQUE DE L'ESPACE RÉGIONAL

Michèle GAGNON, Christine TREMBLAY
Maîtrise en Études régionales
Université du Québec à Chicoutimi

Au fil des études sur le concept de région, les chercheurs accordent de plus en plus d'importance au local comme référence sociale, économique et politique. Cette "recentration" des rapports autour du local fait ressurgir la notion d'identité comme étant un élément primordial pour l'établissement d'un nouveau mode d'organisation régionale.

"(L'identité) constitue ce sceau spécifique qui marque l'ensemble des relations, des normes, des valeurs, des finalités que se donne et que vit un groupe. (...) On peut donc dire qu'il est à la fois le fruit et le levain de certaines formes d'organisation spatiale et d'organisation sociale, ou ce par quoi le groupe se regarde, ce comment le groupe se représente au travers des autres groupes. (...) Qu'entraîne-t-elle [l'identité] comme comportement, comme mentalités, comme décisions ou actions politiques, économiques, sociales, culturelles ? Qu'est-ce qui médiatise l'identité ? " (Ricq, 1982:124).

Cette question soulevée par Charles Ricq contient déjà un élément de réponse dans l'utilisation du terme "médiatiser". En effet, ce mot nous renvoie aux rôles joués par les mass-médias dans le façonnement d'une identité et d'une appartenance territoriale.

"Les moyens de communication ont, par rapport au territoire, une double fonction majeure: ils structurent les échanges qui l'animent, et ils en construisent des représentations. On le voit par exemple, sur trois exemples que nous indiquons succinctement: le découpage territorial produit par les médias, leur rôle dans l'aménagement du territoire, et le localisme récent" (Têtu, 1992:116).

Ceux-ci puisent leurs informations au sein de la communauté qu'ils desservent, retournant de ce fait à cette même communauté un reflet, fidèle ou non, de sa réalité.

"En contact étroit avec la population, attentifs aux événements, les journalistes sentent la région mieux que personne. Aussi, par le support de mots et d'images, par l'utilisation de signes et symboles, ils font d'abord oeuvre de représentation. Ils essaient de traduire la réalité dont ils sont les témoins privilégiés. Sortant de l'anonymat les individus, les lieux, les événements, ils font part à la population de l'actualité qui les concerne. Ils offrent le journal comme lieu de référence, sorte de point d'ancrage qui permet aux gens de se mieux connaître avant de décider des projets futurs. Et, plus la presse réussira à établir une relation étroite entre la population et son milieu de vie, plus elle contribuera à développer le sentiment identitaire" (Lemay, 1990:14).

Le journal ainsi vu comme un lieu de référence contribue à la définition d'une identité régionale, la reproduisant par la suite comme étant une norme reconnue. En ce sens, le journal peut être perçu comme une institution régionale permettant à la collectivité de développer "son identité, son sentiment d'appartenance" (Ricq, 1982:125). Comme institution, le journal devient un instrument de régulation.

"Les institutions, régionales, en ce qui nous occupe, correspondent à des systèmes cohérents et stratifiés d'organisation et d'action collectives, fondent et permettent un fonctionnement plus ou moins équilibré du groupe, révèlent, en quelque sorte, un certain ordre social, un certain espace social plus ou moins intégré" (Ricq, 1982:124).

Le rôle du journal comme instrument de régulation s'observe aussi en ce qu'il permet à la collectivité de recevoir les mêmes informations.

"L'appartenance ne se médiatise pas par de seules représentations, mais par le don d'un savoir d'usage de l'ensemble des dispositifs produisant de [la] sociabilité. La médiation locale, parce qu'elle prend comme base l'espace du quotidien, a comme enjeu la régulation du social par l'accès de l'ensemble d'une population à une même information" (Côté, 1992:89).

Par ailleurs, des recherches ont démontré que chaque personne, entité administrative ou entité politique, développe une image de l'espace régional en fonction de ses préoccupations. Soulignant que cette image demeure, bien souvent, vaguement formulée, Clermont Dugas avance que "diverses expériences de cartographie mentale ont démontré que chaque personne possède une région fonctionnelle et un espace vécu qui lui sont propres. Les expériences personnelles de chacun de même que leur degré de mobilité géographique contribuent à leur délimitation" (Dugas, 1988:36). De son côté, "le système médiatique régional réactive des repères territoriaux conformes aux attentes du public. L'organisation et le contenu de la presse produisent du sens. L'information est définie par rapport à des découpages intériorisés par les citoyens, elle assigne aux événements une tonalité intimiste qui les arrache à l'indéterminé propre au niveau régional " (Dauvin, 1992:81).

Partant d'une intuition professionnelle et de ces considérations préalables, nous avons choisi de nous attarder à la notion de région en terme d'espace géographique tel qu'énoncé par les médias "régionaux". Postulant que les journalistes développent, par l'expérience, une notion personnelle de ce qu'est une région, nous supposons que cette perception transparaît dans le contenu même du support médiatique qu'ils utilisent, produisant ainsi "une définition médiatique du territoire" (Dauvin, 1992:82).

Admettant ce fait, nous pouvons avancer que le découpage de l'espace régional devrait donc apparaître clairement dans la division de l'espace rédactionnel d'un journal puisque, par définition, la "spécificité même d'une information régionale recense "surtout" les faits divers locaux, les événements survenus dans les ministères décentralisés comme ceux liés à l'histoire des populations locales et régionales" (Jean, Lafontaine et Lévesque, 1985:341). Notre hypothèse consiste donc à dire qu'en évaluant l'espace rédactionnel accordé à chaque localité de la région nous pouvons arriver à déterminer de quelle manière les journalistes, donc les médias¹, délimitent le territoire régional.

1. Nous n'établissons pas de distinction entre la perception de l'éditeur et celle des journalistes. Nous considérons plutôt que le portrait régional qui ressort de nos calculs reflète la perception du milieu journalistique dans son ensemble. Il est possible que des divergences de perception existent entre les journalistes et la direction de même que d'un journaliste à un autre. Mais là ne se porte pas notre intérêt.

Concepts utilisés: Région, local, identité

Région

Pour les fins de ce texte, nous limitons le concept de région à un découpage territorial. Nous adoptons, pour les besoins de notre analyse, le découpage géographique du Saguenay—Lac-Saint-Jean tel qu'établi par le géographe Raoul Blanchard et repris dans de nombreux ouvrages dont celui de Christian Pouyez et Yolande Lavoie².

D'une étendue de 107 952 kilomètres carrés, bordée à l'est par la municipalité de Petit-Saguenay, à l'ouest par celle de Saint-Thomas-Didyme, de Notre-Dame-de-Lorette au nord et par le lac des Commissaires au sud, la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean se divise en trois sous-régions.

L'ouest, occupé en son centre par le lac Saint-Jean, est une zone à caractère majoritairement rural et agricole. Cette zone est désignée comme étant la sous-région "Lac-Saint-Jean". Elle se divise à son tour, selon une perception populaire, en "Haut du lac" (de Saint-Félicien à Mistassini) et en "Bas du lac" (de Dolbeau en passant par Alma et remontant jusqu'à Saint-Prime).

Au centre se retrouve une zone urbaine qu'on appelle le "Haut-Saguenay" et qui comprend également une dizaine de municipalités rurales. Enfin, on trouve à l'est le secteur du "Bas-Saguenay". Plus ancienne zone de peuplement mais aussi la moins développée (Pouyez et Lavoie, 1983:11), elle se caractérise par la faible densité de sa population de même que par le petit nombre de municipalités qui s'y retrouvent (moins de dix).

La population totale du Saguenay—Lac-Saint-Jean est de 300 000 personnes. Près de la moitié de la population totale se concentre dans les trois principales villes du Haut-Saguenay: Chicoutimi (61 083 habitants), Jonquière (58 467 habitants) et La Baie (20 740 habitants). La sous-région du Lac-Saint-Jean compte environ 95 000 habitants répartis dans les vingt-deux municipalités qui bordent le lac Saint-Jean. À ces municipalités s'ajoutent une vingtaine d'autres

2. POUYEZ, Christian et LAVOIE, Yolande, "Les Saguenayens", Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1983, 386 pages.

plus ou moins éloignées des berges du lac. Quant au Bas-Saguenay, moins de 8 000 habitants y ont été recensés.

Local

Nous retenons du local la définition qu'en donnent Juan-Luis Klein et Christiane Gagnon.

"Le local devient (ainsi) un cadre de référence significatif et pertinent pour un grand nombre d'acteurs sociaux qui y voient un lieu d'ancrage et de raffermissement de leur autonomie ainsi qu'une occasion d'innovation sociale. (...) Ainsi, l'espace local s'impose comme cadre de référence efficace et de mobilisation autant pour les administrations étatiques que pour les institutions représentatives des milieux locaux" (Klein et Gagnon, 1991:4).

Dans notre analyse, l'appellation "local" fera référence aux municipalités incluses dans l'ensemble du territoire délimité dans le concept de région par opposition à l'appellation "régional" qui signifiera alors l'ensemble formé par ces municipalités, soit le Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Identité

Enfin, nous retenons de l'identité la définition qu'en a donné Charles Ricq:

"L'identité est un "mode-d'être-en-relation"; elle donne une cohérence, une intelligibilité, et même une lisibilité au groupe. Elle est également, en quelque sorte, un filtre pour appréhender le réel, pour le groupe comme pour les individus qui le composent. C'est donc aussi un fil durable qui relie au groupe. Construire une identité, ou la vivre, c'est pour un groupe, prendre racines ou se donner un point d'ancrage, et que l'on saisisse cette identité comme objet ou comme vécu, c'est-à-dire comme un donné ou comme une représentation actualisée, toutes ces approches notionnelles sont vérifiables" (Ricq, 1982:126).

L'espace rédactionnel: le corpus d'analyse

L'espace d'un journal se divise en espace rédactionnel et en espace publicitaire. L'espace rédactionnel est réservé à l'information et inclut les textes, les titres, les photos et les bas de vignettes. Quant à l'espace publicitaire, il s'agit de l'espace réservé et payé par les annonceurs.

Pour vérifier nos prétentions, nous avons opté pour l'étude du journal *Le Quotidien*. En tant que média écrit, il permet de vérifier avec exactitude le pourcentage d'espace réservé à chaque localité. De même, ce journal est le seul à être produit et publié quotidiennement dans la région. Selon les informations obtenues auprès du directeur de la rédaction du *Quotidien*, ce journal rejoint tant les gens qui se trouvent sur le marché du travail que ceux qui demeurent à la maison. Il est également distribué sur l'ensemble du territoire couvert par le sujet de notre étude, soit le Saguenay—Lac-Saint-Jean tel que défini ci-dessus. Le nombre important d'abonnés (quelque 30 000 lecteurs par jour en mars 1991) démontre qu'il rejoint un large éventail de la population.

Nous comptons nous pencher sur une série de facteurs sur lesquels le milieu journalistique exerce son pouvoir décisionnel. Il s'agit essentiellement du nombre d'articles par localités, auxquels s'ajoutent l'espace accordé aux titres et aux photographies, et le contenu de l'éditorial. Par définition, l'éditorial est le "genre majeur des articles d'opinion. Cet article, produit par l'éditorialiste analyse, explique, facilite la compréhension ou provoque une réflexion, convainc et prend position sur un sujet. Par l'éditorialiste, le journal exprime son orientation" (MEQ, 1989:31).

Nous avons remarqué que, depuis un certain temps, la page éditoriale du journal *Le Quotidien* porte le nom de "Commentaire". Cette forme journalistique diffère quelque peu de l'éditorial tel que défini ci-haut, surtout en ce qui concerne la position de l'entreprise de presse sur le sujet discuté. Le commentaire transmet effectivement un point de vue plus individuel que l'éditorial. Malgré cette différence de forme nous supposons tout de même que la perception de la région par le milieu journalistique devrait transparaître dans le contenu de ces commentaires. Pour les besoins de ce texte, seuls les commentaires portant sur une question régionale ou établissant un rapport avec le Saguenay ou le Lac-Saint-Jean ont été retenus.

Nombre d'autres facteurs auraient pu offrir une information tout aussi pertinente pour notre analyse. Les espaces publicitaires et ce qu'ils contiennent, les cahiers thématiques des Arts et des Sports, la page de "Fourre-tout" (qui s'y retrouve et pourquoi ?) et, à la limite, la seule étude du contenu des photographies, auraient été utiles. Nous avons toutefois choisi de nous concentrer sur les informations recueillies dans la section générale du journal.

Afin de s'assurer d'une certaine représentativité, nous avons tenu à procéder au dépouillement de deux éditions du *Quotidien* pour chaque semaine du mois de mars 1991. Nous en sommes venues à privilégier les éditions du mercredi et du samedi qui, selon notre documentation, ne rejoignent pas tout à fait la même clientèle. Alors que l'édition du mercredi rejoint davantage le milieu du travail, celle du samedi s'adresse à une population plus large, intéressée par les cahiers spéciaux et le détail des activités de la fin de semaine.

Par ailleurs, le mercredi, de par sa situation dans la semaine, assure le lecteur que les journalistes ont eu le temps de procéder à une quête plus poussée d'informations que les premiers jours de la semaine. De même, cette édition est habituellement dépourvue des divers communiqués, couverture des conférences de presse et des assemblées régulières des institutions locales que l'on retrouve habituellement en début ou vers la fin de la semaine. Un plus grand nombre de journalistes se retrouvent en service à cette période de la semaine et le journal comprend à ce moment un plus grand nombre de pages (avec le journal du mardi).

Nous avons opté pour des éditions du mois de mars. Considérant que l'été représente la période creuse dans le domaine de l'information, que l'automne regorge d'informations touchant les diverses institutions dont c'est la rentrée, et qu'au moment de réaliser cette étude, les médias se tournaient surtout vers les élections municipales (ce qui portait leur attention vers des municipalités qui, normalement, n'ont pas nécessairement droit à un tel intérêt), nous croyons que le début du printemps est la période la plus favorable à un travail objectif des médias. On se trouve alors en plein feu de l'action régionale, sans que des événements particuliers ne viennent biaiser le contenu de l'information en ce qui concerne l'espace rédactionnel accordé aux différents facteurs d'intérêt régional. Cette déduction a par ailleurs été confirmée par le directeur de la rédaction du *Quotidien*.

Afin de permettre l'établissement de bases communes pour évaluer l'espace rédactionnel réservé à chaque localité, nous avons opté pour le mode de calcul utilisé dans les médias écrits lors de l'édition des pages d'un journal. Cette opération, effectuée au pupitre, consiste pour un journal de format tabloïd comme *Le Quotidien* à multiplier le nombre de lignes d'un texte par un facteur allant de 4,2 à 4,5 selon sa situation (en encadré, sur une ou plusieurs colonnes).

Cette multiplication permet la conversion des lignes d'un texte normal en lignes agates, telles que sont appelées les lignes qui composent les colonnes d'un journal. Pour les fins de cette étude, seuls les titres, les photographies et les textes signés par des journalistes de la région ont été considérés. De même, l'information des domaines des Arts et des Sports a été écartée.

Pour chacune des pages d'une édition, l'espace rédactionnel total consacré à l'information générale régionale a été calculé en lignes agates puis recoupé par localités. Ainsi, bien que chaque page du tabloïd comprenne 1 000 lignes agates au total, l'"espace rédactionnel régional total" (ERRT) pouvait varier d'aussi peu que de 200 lignes agates à 1 000 lignes agates. Par exemple, en page deux du *Quotidien* du 6 mars 1991, l'espace rédactionnel régional total est de 415 lignes agates. La localité d'Alma occupe 230 lignes agates soient 75 lignes pour le titre et 155 lignes pour le texte. La localité de Chicoutimi y occupe 185 lignes agates, soit un titre de 75 lignes et un texte de 110 lignes. Avec une simple règle de trois ($185 \times 100 / 415$) on peut établir que Chicoutimi occupe 44,5 pour cent de l'espace rédactionnel régional total de la page deux.

À partir de tous ces calculs de base, nous avons additionné le nombre total de lignes agates consacrées à l'information régionale dans chacune des huit éditions retenues pour cette étude. Une fois ces opérations complétées, nous avons pu arriver à un pourcentage d'espace rédactionnel régional réservé à chaque localité au cours du mois de mars 1991. Bien sûr, le portrait régional se modifie passablement à chaque édition du journal, selon les événements qui se produisent. Par exemple, un accident mortel à Saint-Henri-de-Taillon pourrait faire croire, avec de tels calculs, que cette localité occupe une place importante sur l'échiquier régional tel que perçu par le milieu journalistique puisque cet accident couvrirait certainement jusqu'à 600 lignes agates dans une édition. Or, une évaluation de plusieurs éditions consécutives du journal permet d'éviter ces fausses interprétations en remettant dans un contexte plus large le découpage de l'espace régional. Sur une durée d'un mois, le caractère "accidentel" de la présence de Saint-Henri-de-Taillon dans l'espace rédactionnel régional ressortirait comme une évidence.

Après avoir établi les pourcentages d'espace rédactionnel à caractère régional par localité pour la totalité du mois de mars, de nouveaux regroupements de pourcentages ont été compilés pour le Saguenay (Haut-Saguenay, Bas-Saguenay) et le Lac-Saint-Jean en fonction de l'espace rédactionnel total de chacune de ces entités.

Une première forme de calcul nous a permis de constater que plusieurs textes dont l'origine (*catch-line*) indiquait une certaine localité parlaient cependant d'une autre localité. Ainsi, nous pouvions penser que les journalistes donnaient comme origine la municipalité où ils se trouvaient eux-mêmes, physiquement, plutôt que celle dont il était question dans le texte. Nous avons repris les calculs, cette fois en considérant la localité dont il était principalement question dans le texte. Ce nouveau calcul n'a que très peu modifié les résultats obtenus. Ainsi, outre le fait que trois municipalités du Lac-Saint-Jean aient été ajoutées, le nombre de lignes agates qui leur est accordé ne modifie que très peu le découpage rédactionnel auquel nous étions arrivées lors du premier calcul.

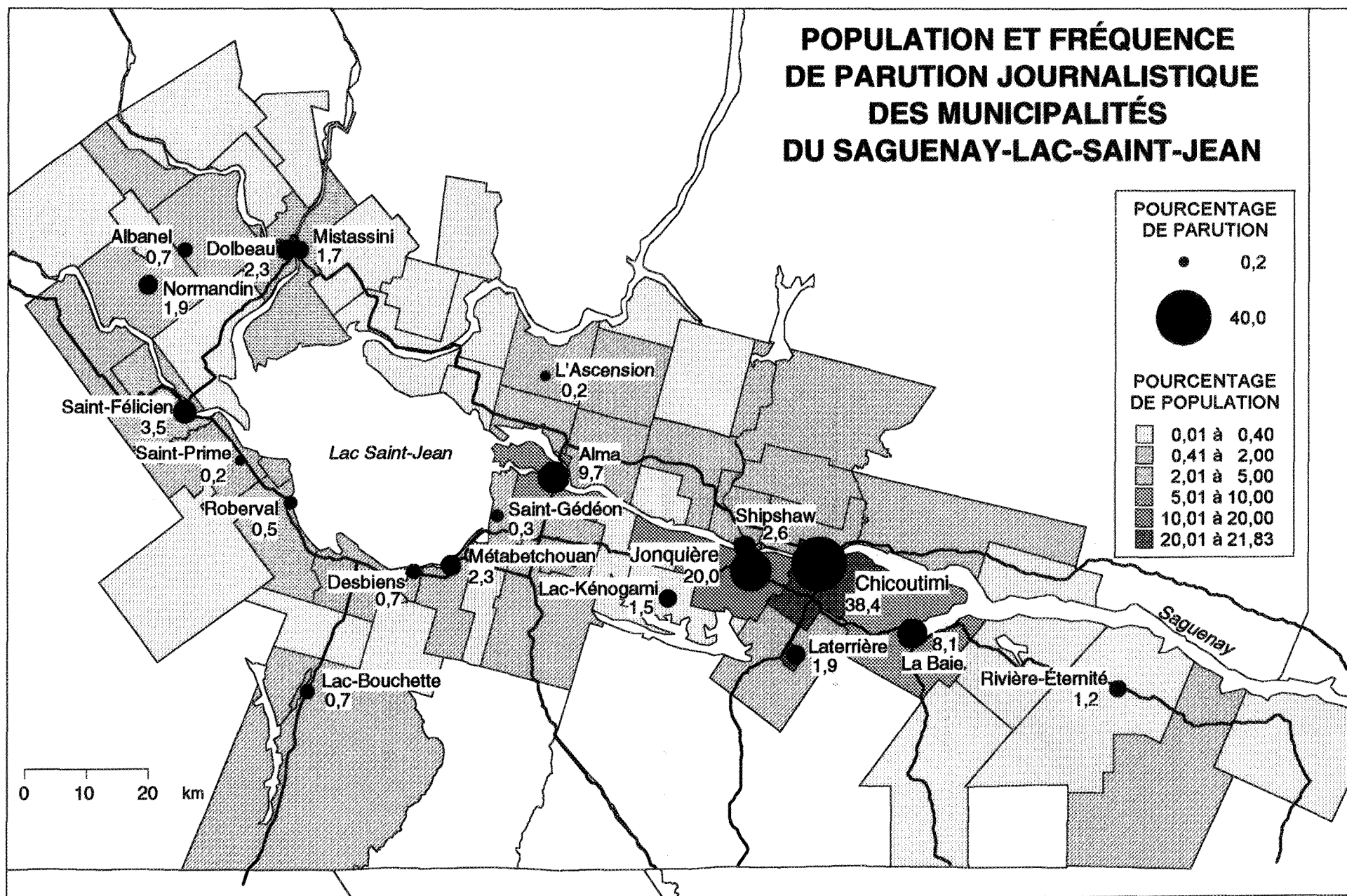
L'espace rédactionnel du journal *Le Quotidien*

À la suite du calcul de l'espace rédactionnel des éditions retenues du journal *Le Quotidien*, il nous a été possible de tracer une carte de la région. Notre première constatation est que cette carte diffère passablement de la carte géographique de la région. De fait, de nombreuses localités n'apparaissent pas sur la carte rédactionnelle. Sur un total de quarante-deux municipalités recensées au Lac-Saint-Jean seulement treize ressortent de l'espace rédactionnel régional total (ERRT). Au Saguenay, cette proportion augmente avec sept municipalités représentées sur les dix-sept existantes (voir carte).

La carte rédactionnelle comprend en tout vingt localités réparties le long des deux principaux plans d'eau que sont la rivière Saguenay et le lac Saint-Jean. Notre carte fait apparaître les trois sous-régions citées dans notre définition de départ du concept de région et de Saguenay—Lac-Saint-Jean soient le Lac-Saint-Jean, le Haut-Saguenay et le Bas-Saguenay.

Dans la sous-région du Lac-Saint-Jean, on retrouve des concentrations confirmant la présence de subdivisions c'est-à-dire le "Haut" du lac, composé des municipalités de Saint-Félicien,

POPULATION ET FRÉQUENCE DE PARUTION JOURNALISTIQUE DES MUNICIPALITÉS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN



Sources: Ministère des Affaires municipales (Répertoire des municipalités du Québec, 1991) et journal Le Quotidien, mars 1992

Marie-Josée Tremblay, Laboratoire de géomatique, UQAC, 1993

Normandin, Albanel, Dolbeau et Mistassini, et le "Bas" du lac, qui regroupe les municipalités de Saint-Prime, Roberval, Lac-Bouchette, Desbiens, Métabetchouan, Saint-Gédéon, Alma et L'Ascension.

De même, la carte vient confirmer les caractéristiques habituellement reconnues aux sous-régions Haut et Bas Saguenay. La première est une zone urbaine et fortement peuplée représentée par les municipalités de Lac-Kénogami, Jonquière, Shipshaw, Chicoutimi, Laterrière et La Baie. Le Bas-Saguenay est une zone faiblement peuplée avec seulement quelques localités dispersées sur son territoire, dont une seule apparaît sur notre carte rédactionnelle.

La compilation mensuelle des données pour l'ensemble de la région accorde à Chicoutimi une place prépondérante sur l'échiquier régional avec 38,4 pour cent de l'ERRT. Jonquière suit avec 20,0 pour cent de l'espace. Alma atteint 9,7 pour cent et La Baie 8,1 pour cent. Viennent ensuite les municipalités de Saint-Félicien (3,5 %), Shipshaw (2,6 %), Dolbeau (2,3 %), Métabetchouan (2,3 %), Laterrière (1,9 %), Mistassini (1,7 %), Lac-Kénogami (1,5 %), Rivière-Éternité (1,2 %). Les autres municipalités (Lac-Bouchette, Albanel, Desbiens, Chibougamau, Saint-Gédéon, Roberval, L'Ascension et Saint-Prime) occupent moins de un pour cent de l'ERRT (voir tableau I).

Un regard porté sur la population des municipalités permet d'apporter un nouvel élément à notre interprétation des résultats. Effectivement, on remarque une tendance selon laquelle les municipalités les plus peuplées sont celles qui occupent la part la plus importante de l'espace rédactionnel. Ainsi Chicoutimi, avec une population de 61 083, devance Jonquière qui compte 58 467 habitants, et ainsi de suite.

Par contre, dans les municipalités qui recueillent moins de un pour cent de l'ERRT se trouvent des municipalités dont la population justifierait une présence plus importante dans l'espace rédactionnel régional. Cette situation ne nous permet pas d'établir une relation entre l'espace rédactionnel accordé aux municipalités et l'importance de leur population. Par exemple, Roberval avec ses 12 000 habitants n'occupe qu'un maigre 0,5 pour cent alors que Saint-Félicien avec 9 324 personnes occupe 3,5 pour cent de l'ERRT. On pourrait également comparer les villes de Chicoutimi et Jonquière qui, avec des populations quasi équivalentes, se partagent respectivement 38,4 pour cent et 20,0 pour cent de l'ERRT.

Tableau I

TABLEAU-SYNTHESE DES DONNEES ESPACE REDACTIONNEL OCCUPE PAR EDITION pourcentage % / Lignes agates L. AG.

Dates	06-03-91	09-03-91	13-03-91	16-03-91	20-03-91	23-03-91	27-03-91	30-03-91	compilatio mensuelle régionale	compilatio mensuelle Saguenay	
Localités	% L. AG.	% L. AG.	% L. AG.	% L. AG.	% L. AG.	% L. AG.	% L. AG.	% L. AG.			
Chicoutimi	48,0 1919	34,5 1010	64,8 2725	28,8 725	28,7 1235	16,9 565	46,6 1970	19,3 390	38,4 10539	51,8 10539	
Jonquière	10,8 425	19,0 560	21,6 910	3,5 90	18,0 775	41,4 1380	18,9 800	28,8 570	20,0 5510	27,1 5510	
La Baie	32,7 1290				17,9 770		4,2 180		8,1 2240	11,0 2240	
Shipshaw								35,5 715	2,6 715	3,5 715	
Laterrière					12,7 545				1,9 545	2,6 545	
Lac Kénogami					10,1 435				1,5 435	2,1 435	
Riv. Eternité				13,5 340					1,2 340	1,6 340	
									sous-total Sag. 74 %	99,7 20324	TOTAL Saguenay
Alma	5,8 230			46,4 1165	8,8 380		12,9 549	16,8 340	9,7 2664	37,5 2664	
St-Félicien			4,7 200			16,5 550	5,5 235		3,5 985	13,8 985	
Dolbeau		22,0 645							2,3 645	9,0 645	
Métabet- chouan			1,0 45			18,0 600			2,3 645	9,0 645	
Normandin		17,9 525							1,9 525	7,3 525	
Mistassini		6,0 180			3,5 150	4,5 150			1,7 480	6,7 480	
Lac - Bouchette			5,0 210						0,7 210	2,9 210	
Albanel							4,7 200		0,7 200	2,8 200	
Desbiens							4,7 200		0,7 200	2,8 200	
Chibouga- mau				7,5 190					0,6 190	2,6 190	
Roberval			1,1 50				2,0 90		0,5 140	1,9 140	
St-Gédéon						2,7 90			0,3 90	1,2 90	
L'Ascen- sion	1,7 70								0,2 70	0,9 70	
St-Prime			1,4 60						0,2 60	0,8 60	
TOTAL RÉGION	99,0 3934	99,4 2920	99,6 4200	99,7 2510	99,7 4290	99,9 3335	99,5 4224	100,4 2015	sous-total LSJ 25,9%	99,2 7104	TOTAL Lac-St-Jean
								TOTAL RÉGION	99,0 27428	compilatio mensuelle Lac-St- Jean	

Saguenay réunies, donne à Chicoutimi plus de la moitié de l'espace rédactionnel de ces sous-régions (51,8 %). Jonquière suit avec 27,1 pour cent de cet espace suivi de La Baie avec 11,0 pour cent. Viennent ensuite Shipshaw (3,5 %), Laterrière (2,6 %), Lac-Kénogami (2,1 %) et Rivière-Eternité (1,6 %). L'addition des pourcentages obtenus par Chicoutimi, Jonquière et La Baie, soit 89,9 pour cent confirme le fait que ces villes forment le noyau de cet espace (voir carte rédactionnelle).

Alors que Rivière-Éternité avec 1,6 pour cent de l'espace rédactionnel représente la seule localité du Bas-Saguenay, celles de Shipshaw, Laterrière et Lac-Kénogami sont les seules autres localités du Haut-Saguenay à apparaître dans l'ERRT. Nous ne sommes pas sans remarquer qu'elles sont situées à proximité de Chicoutimi et Jonquière. Ce noyau quelque peu élargi, qui ne couvre qu'un espace géographique limité de ces zones, occupe 98,3 pour cent de l'espace rédactionnel total qui leur est alloué.

Encore une fois, les villes qui arrivent avec les plus hauts pourcentages d'espace rédactionnel occupé (Chicoutimi, Jonquière et La Baie) sont celles qui recensent les plus fortes populations. Celles-ci apparaissent dans un ordre généralement décroissant.

Dans la sous-région Lac-Saint-Jean le portrait diffère quelque peu. Si Alma prend une place prépondérante avec 37,5 pour cent de l'espace rédactionnel total de cette sous-région, ce qui en fait le centre, le reste de cet espace est partagé entre treize municipalités. Ce sont dans l'ordre Saint-Félicien (13,8 %), Dolbeau (9,0 %), Métabetchouan (9,0 %), Normandin (7,3 %), Mistassini (6,7 %), Lac-Bouchette (2,9 %), Albanel (2,8 %), Desbiens (2,8 %), Chibougamau (2,6 %), Roberval (1,9 %), Saint-Gédéon (1,2 %), L'Ascension (0,9 %) et Saint-Prime (0,8%).

Quoique Chibougamau ne fasse pas partie du territoire retenu pour les fins de cette étude, elle apparaît dans les résultats du découpage, donc, dans une certaine mesure, dans la perception journalistique de la région. Précisons également que la direction du journal prétend ne pas inclure ce secteur dans sa couverture journalistique.

La population ne ressort plus comme un facteur significatif dans l'interprétation des données sauf pour indiquer qu'il n'y a pas de lien entre la couverture accordée à une municipalité et l'importance de sa population.

Comme nous en avons fait mention plus tôt, la prise en compte des commentaires constitue un des facteurs sur lesquels nous désirions nous pencher afin de nous permettre d'identifier la perception journalistique de la région.

Des huit éditions du journal *Le Quotidien* retenues, sept éditions publiaient un commentaire portant sur un événement ou un sujet limité au cadre géographique défini ou établissant un rapprochement avec lui.

Nous avons recherché, à l'intérieur des commentaires, les termes utilisés par leurs auteurs lorsqu'ils réfèrent au territoire, ainsi que le nom des villes cités dans leurs textes et la fréquence de ces références.

Le terme *Saguenay—Lac-Saint-Jean* revient six fois (sous la plume de deux journalistes). L'utilisation de *Saguenay*, en faisant référence au territoire, revient à trois reprises, tandis que *la région* est utilisé cinq fois. D'autres termes, plus généraux cette fois, sont utilisés par les auteurs. Il s'agit de *les régions* à deux reprises, de *régions périphériques*, une fois et *grands centres*, une fois également.

Quant aux villes, *Jonquière* revient le plus souvent avec neuf mentions directes et deux indirectes (un auteur parle à deux reprises d'*Arvida*), *Chicoutimi* suit avec huit mentions, *Alma* en a quatre, enfin *Laterrière* et *Saint-Méthode* sont citées une fois chacune. Il importe de noter que l'objet du commentaire et le nombre de mentions d'une ville sont étroitement liés.

La façon d'écrire *Saguenay—Lac-Saint-Jean* peut être révélatrice de la perception qu'on a de la région. L'utilisation d'un tiret pour unir *Saguenay* et *Lac-Saint-Jean*, tel que recommandé par la Commission de toponymie du Québec, suscite l'image de deux territoires distincts: *Le Saguenay* et *le Lac-Saint-Jean*. L'utilisation d'un simple trait d'union (de façon volontaire on non) suscite plutôt une image d'unité. Il serait possible, au moyen d'entrevues auprès des

journalistes concernés, de vérifier si cet élément est significatif pour identifier la perception journalistique de la région.

L'utilisation du terme *la région*, aussi imprécis qu'il puisse être, semble avoir une portée limitée à la seule fin d'éviter les répétitions trop fréquentes à l'intérieur des textes. Ainsi *la région* devient synonyme de *Saguenay—Lac-Saint-Jean* ou de *Saguenay—Lac-Saint-Jean*.

L'utilisation du terme *Saguenay*, en référant au territoire, sous-entend que l'ensemble de l'espace se subdivise en sous-régions. De même la référence au terme *Haut-Saguenay* laisse entendre qu'il existe une autre zone, soit le Bas-Saguenay. Ces éléments correspondent à la définition de région et de Saguenay—Lac-Saint-Jean donnée au début de ce travail.

Enfin, le recours aux termes *régions*, *régions périphériques* et *grands centres* repositionne le territoire dans un ensemble plus vaste: la province. Cela suppose une hiérarchisation des espaces, la périphérie étant de moindre importance que le centre. Le Saguenay—Lac-Saint-Jean est identifié comme faisant partie des régions et des régions périphériques.

Les villes mentionnées à l'intérieur des commentaires sont celles qui reviennent le plus souvent dans les résultats du découpage rédactionnel de l'espace régional. Ce sont les villes communément perçues comme étant les plus importantes: Jonquière et Chicoutimi pour la sous-région du Saguenay et Alma pour celle du Lac-Saint-Jean. Aucune ville de la sous-région Bas-Saguenay n'est mentionnée à l'intérieur des commentaires. Peut-être y a-t-il un lien à établir entre cette donnée et le fait que cette zone, comme il a déjà été dit, ne compte qu'un faible pourcentage de la population régionale de même qu'un petit nombre de municipalités.

Conclusion

Une comparaison entre la carte-témoin et celle où ressortent les villes identifiées par l'ERRT nous amène à nous questionner sur le rôle du journal dans le développement d'un sentiment identitaire chez les populations de l'ensemble du territoire régional. Comme l'explique Pascal Dauvin,

"l'émergence d'un véritable territoire régional suppose une communauté de destination susceptible de se reconnaître dans l'actualité régionale (...). La presse reproduit aujourd'hui l'ambiguïté congénitale d'une Région qui est à la fois un espace spécifique et composite. Sous la dénomination régionale, le média entend en fait un ensemble d'agréats locaux spatialisés plus qu'une entité globale disposant de caractéristiques propres" (Dauvin, 1992:83).

Considérant qu'un journal est un lieu de référence où devrait se refléter la réalité du territoire qu'il couvre, contribuant ainsi à la création d'un sentiment identitaire, nous pensons que les populations des municipalités qui n'apparaissent pas dans la carte rédactionnelle du journal *Le Quotidien*, peuvent se forger une identité régionale à partir de cet outil qu'est *Le Quotidien*, mais une identité différente de celle que se forment les populations des noyaux.

Les données statistiques relatives aux taux de pénétration du *Quotidien* dans les différents secteurs de la région démontrent que les populations des localités évincées de l'ERRT consomment le journal dans des proportions équivalentes à celles des localités qui s'y retrouvent³. Nous devons conclure qu'elles y reconnaissent quelque chose de différent de ce qu'y retrouvent les populations dont les localités composent l'ERRT. Cela dépend peut-être du sentiment d'appartenance dont il est question puisque tout comme celle des individus, l'identité d'une communauté est "multiple et fragmentaire" (Côté, 1992:87).

Nous supposons l'existence d'une identité locale et d'une identité régionale.

Les populations évincées sont celles des municipalités les plus éloignées de celles apparaissant sur notre carte et des noyaux que nous avons identifiés. Par exemple, d'une façon quotidienne, ces populations doivent se déplacer vers des municipalités plus importantes pour obtenir des biens et des services. En fonction de cet éloignement, elles ont pris l'habitude de reconnaître les noyaux comme faisant partie de leur cadre de référence, soit "l'étendue de l'espace couvert quotidiennement par l'individu" (Côté, 1992:87). De son côté, le journal leur propose une information locale régionalisée lorsqu'il est question des noyaux. Par exemple, en parlant de

3. Journal *Le Quotidien*, Service du tirage, données concernant le taux de pénétration du journal pour le mois de mars 1991.

l'hôpital de Chicoutimi, on le présentera comme étant l'hôpital régional, qui rejoint l'ensemble de la population du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Ces facteurs contribuent, chez ces populations, au développement d'un niveau d'identité régional. Celui-ci pourrait les inciter à consommer le journal puisqu'elles s'y reconnaissent.

Contrairement aux populations évincées, celles composant les noyaux seront davantage incitées à consommer le journal pour ce qu'il comprend d'information locale les concernant. Dans ce cas, le journal contribuera à maintenir chez ces populations une identité locale en donnant une portée locale à une information a priori régionale. Ici, une information annonçant un investissement à l'hôpital régional (hôpital de Chicoutimi) sera perçue comme étant une information sur un apport direct à la communauté qui abrite cette institution. La consommation de ces populations serait alors dictée par un niveau d'identité local marqué par "l'absence d'un ancrage régional dans leur imaginaire collectif" (Dauvin, 1992:81).

Virtuellement, toutes les municipalités du territoire défini pourraient se retrouver dans l'ERRT à un moment ou à un autre. Cette représentation occasionnelle ne suffit pas à modifier le niveau d'identité qui incite à la consommation du journal.

D'autres facteurs pourraient expliquer le découpage territorial issu de l'ERRT. En effet, les lieux d'origine et de résidence des journalistes de même que leur affectation à un territoire délimité peuvent influencer la cartographie mentale qu'ils reproduisent dans les pages du journal. De même, la perception territoriale proposée par les citoyens auprès desquels s'abreuvent les journalistes peut y transparaître à son tour.

L'analyse de ces différents éléments nous amènerait, croyons-nous, à déterminer dans quelles proportions le journal propose une vision d'un "territoire régional" plutôt qu'une vision des "territoires dans la région".

BIBLIOGRAPHIE

BEAUCHAMP, Colette, *Le silence des médias*, Les éditions du Remue-ménage, 1987, 267 pages.

CÔTE, Christian, "Programmes locaux d'information, production territoriale et nouveaux usages de l'information", in Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication, "*Les nouveaux espaces de l'information et de la communication*", huitième Congrès National des Sciences de l'Information et de la Communication, Lille, CREDO/S.F.S.I.C., 1992.

DAUVIN, Pascal, "À la recherche d'un territoire médiatique régional, l'autopsie du cas Breton", in Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication, Op Cit.

DUGAS, Clermont, *Disparités socio-économiques au Canada*, Sillery, Les Presses de l'Université du Québec, 1988, 263 pages.

GAGNON, Christiane et KLEIN, Juan-Luis, Le partenariat dans le développement local: tendances actuelles et perspectives de changement social, *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, no. 95, 1991.

JEAN, Bruno, Daniel LAFONTAINE et Benoît LÉVESQUE, *Consommation des mass médias, régions et classes sociales*, Cahiers du GRIDEQ, no. 15, 375 pages.

LEMAY, Andrée, *Comment la presse écrite régionale peut-elle contribuer au développement de son milieu? Perspectives théoriques et entretiens*, essai, Département d'Information et de Communication, Université Laval, 1990.

MACE, Gordon, *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, 116 pages.

Ministère de l'Éducation du Québec, *Le cahier de la presse écrite*, Québec, MEQ, 1989.

POUYEZ, Christian et Yolande LAVOIE, *Les Saguenayens*, Sillery, Les Presses de l'Université du Québec, 1983, 386 pages.

RICQ, Charles, "La région, espace institutionnel et espace d'identité", *Espaces et Sociétés*, 1982.

SAUVAGEAU, Florient et collaborateurs, *Les journalistes*, Montréal, Québec/Amérique, 1980, 405 pages.

TETU, Jean-François, "Les territoires entre frontières et réseaux", in Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication, Op Cit.

TREMBLAY, Bertrand, *Le progrès au quotidien*, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur, 1988, 426 pages.